

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 19 juin au 14 juillet 2018 > n° 33 • 1,50 € • ISSN 2268-7602

FAMILLE,
ÉCOLE,
ASSOCIATIONS

Les adultes
au défi de la
radicalisation



L'Elsau voice véhicule la parole



Noor Oulladi / Cuej

Le collège Hans-Arp a utilisé un triporteur pour enregistrer les habitants du quartier.

Depuis combien de temps vous habitez à l'Elsau ? Vous avez de la famille ici ? Quel est votre meilleur souvenir dans le quartier ? » Mohammed, 13 ans, assis sur un tabouret posé sur le trottoir, enchaîne les questions et enregistre, micro à la main, les réponses de l'inconnu en face de lui. Le riverain, un homme de 45 ans, est, lui, installé dans une cabine, posée sur un triporteur. Une expérience inédite pour le collégien mais aussi pour les habitants de l'Elsau qui ont pu découvrir l'étonnant véhicule dans les rues du quartier, l'après-midi du 28 mai. Son nom : « l'Elsau voice ».

Le « triporteur à paroles » a vu le jour au collège Hans-Arp, avec l'aide du service pédagogique des musées de Strasbourg. Gilles Thiébaux, professeur d'arts plastiques, a conçu « l'Elsau voice » dans le cadre du projet « Des maux, des musées, des mots » auquel participe sa classe de cinquième. Depuis 2014, les musées de Strasbourg et le collège travaillent autour d'un fil conducteur : « Comment l'art peut aider à combattre la violence ? »

■ Gilles Thiébaux, professeur d'arts plastiques, et ses élèves du collège Hans-Arp ont échangé avec une quinzaine de personnes.

8000

habitants à l'Elsau, l'un des 13 « quartiers prioritaires de la ville » à Strasbourg.

« Cette année, ce sont aussi les 50 ans de l'urbanisation de l'Elsau, rappelle Gilles Thiébaux. C'était l'occasion de faire le lien entre ce projet et le quartier dans lequel mes élèves vivent. » L'enseignant souhaitait que sa classe aille à la rencontre de l'Elsau et de ses habitants « pour comprendre d'où viennent certains problèmes car le quartier dans lequel ils grandissent peut être la source de violences ».

Cabine à paroles

« Je voulais créer un objet de la parole, continue Gilles Thiébaux. J'ai alors pensé à une cabine à paroles, qui permettrait aux élèves d'échanger avec les habitants du quartier autour de ce qu'ils aiment et n'aiment pas ici. » Il a proposé d'exploiter le triporteur fabriqué en 2016 par la classe de troisième Segpa, pour y installer la cabine. Très enthousiaste,



Asmae, 13 ans, a participé à la décoration de « l'Elsau voice ». « C'est cool d'aller poser des questions à des gens qu'on ne connaît pas », déclare la collégienne. Accompagnés de la professeure d'histoire-géographie du collège, Isabelle Brun, et d'une étudiante en master d'ethnologie, Jeanne Deya, les cinquièmes ont travaillé, en amont, sur la façon de formuler leurs questions. Les élèves se sont aussi entraînés à enregistrer leur voix. Le jour J, les entretiens ont été recueillis avec l'aide de Luc Leroy, un étudiant, référent technique pour les captations audiovisuelles au Shadok, le lieu strasbourgeois dédié aux cultures numériques.

« Aujourd'hui il n'y a plus rien ici »

Pendant deux heures, cinq élèves ont tenté de récolter des récits de vie et des anecdotes de riverains, qui rendraient compte de l'évolution du quartier. Assise dans la cabine, Priscillia, née à l'Elsau il y a 30 ans, lâche, radicale : « À l'époque, il y avait tout, des commerçants, des banques. Aujourd'hui, il n'y a plus rien ici. Donc il n'y a plus rien à aimer. » Abudehabir est exaspéré par « le bruit des motos qui n'arrête pas, rue Martin-Schongauer », où il demeure depuis huit ans. « J'espère déménager très rapidement », poursuit-il. Plus au sud, Jean*, retraité, ne comprend pas « pourquoi on dit qu'il y a des problèmes à l'Elsau. Ici, c'est calme, nos voisins sont superbes ».

Le portrait de l'Elsau dépeint par ses habitants ne choque pas les élèves, qui partagent parfois leur avis. « Je n'aime pas sortir dans le quartier, ça craint », confie Grégory, l'un des élèves de Gilles Thiébaux. Les cinquièmes sont néanmoins fiers d'avoir osé échanger avec des inconnus. Ils écouteront, pour la première fois, le fruit de leurs enregistrements, à la mi-juin au musée d'art moderne et contemporain, place Hans-Jean Arp. Le triporteur circulera dans le bâtiment et, cette fois-ci, les élèves discuteront d'art avec les visiteurs. Les témoignages pourront aussi être écoutés cet été par les usagers du centre socioculturel de l'Elsau.

Noor Oulladi

*Le prénom a été modifié.

La criée du marché

Depuis fin janvier, Pierre Siegwalt est crieur public sur le marché de la Krutenau. Avec sa gestuelle exubérante, il déclame les messages laissés par le public.

Au marché de la Krutenau à Strasbourg, il y a des carottes, du jambon et un crieur public. Un mercredi sur deux, Pierre Siegwalt, un ancien éducateur spécialisé de 38 ans devenu comédien, est perché sur son estrade. « Sortez du confort de la pudeur et dites aux gens que vous les aimez » ; « Je t'aime maman ! » Les messages qu'il crie sont variés mais jamais injurieux ni nominatifs. Tous les jeudis soir précédant la criée, Pierre Siegwalt fait la tournée des comptoirs pour promouvoir son activité. Une boîte, un carnet et un stylo sont laissés à disposition dans cinq bars du quartier pour permettre aux gens de s'exprimer. Le mardi soir, Pierre Siegwalt vient récupérer les messages et les trie avant de les dévoiler le lendemain.

Se faire accepter

Le crieur n'a pas choisi ces établissements au hasard. Des lieux populaires qui lui ressemblent, comme le Local au look vintage. Le gérant, Prokop, est plutôt satisfait de ce nouveau venu : « Je suis pour, je vais au marché tous les mercredis, il embête bien les gens et moi ça me plaît. Je trouve en plus que ça va très bien avec l'ambiance du bar. » Chez Mémé dans les orties, Muriel, une barmaid, est du même avis : « Je trouve ça génial ! Aujourd'hui où tout le monde communique sur les réseaux sociaux, cela apporte un côté décalé que j'apprécie. » Pierre Siegwalt a choisi la Krutenau car c'est pour lui le quartier le plus adapté à une criée. Intéressé initialement par Neudorf, il a vite abandonné l'idée, jugeant ses habitants trop pressés pour s'arrêter. « À la Krutenau, le marché est plus calme avec moins de monde. C'est un peu plus ouvert, c'est une autre mentalité. »

Pour le comédien, qui ne paie pas d'emplacement, le plus difficile a été de se faire accepter par les différents vendeurs du marché. Ce sont eux qui lui laissent une petite place pour s'installer. Certains commerçants ne



Quentin Monaton / Cuej

l'apprécient guère. Pour Gilbert, un maraîcher, « il fait beaucoup de bruit, ça nous dérange et puis ça empêche les clients d'avancer ». D'autres au contraire, comme Adrien le boulanger, l'ont accueilli favorablement. « Je le soutiens à fond, ça ne dure que 30 minutes et puis, surtout, cela crée de l'animation sur le marché. »

Impertinence sur la place publique

Parmi les passants, les avis sont aussi partagés. Certains ne font pas attention à Pierre Siegwalt et continuent leurs courses. D'autres se regroupent avant midi attendant avec impatience que leur message soit crié. C'est le cas de Julia, 8 ans, qui en a laissé un pour sa maman. En se baladant avec ses deux grands-mères, elle n'avait qu'un seul espoir : c'est que sa mère l'ait entendu depuis son lieu de travail quelques kilomètres plus loin. Sylvie, 40 ans, trouve également l'idée intéressante : « J'aime l'impertinence d'un discours politique crié sur la place publique, j'adore aussi le côté ancestral. »

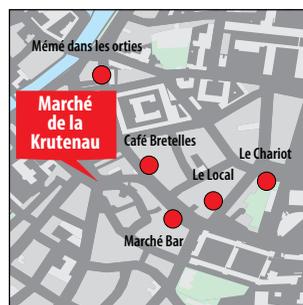
■ Pierre Siegwalt chante, crie et interprète les différents témoignages reçus.

Depuis que le crieur s'est lancé fin janvier, le résultat est plutôt positif : « Au début, avec le froid, il n'y avait pas beaucoup de monde. Mais au fur et à mesure, j'ai commencé à avoir des habitués : entre dix et vingt alors qu'au départ ils étaient seulement trois ou quatre. »

Depuis un mois, les messages sont devenus moins fréquents. Pour pallier cette baisse, Pierre Siegwalt développe une nouvelle idée. Il fait réagir les habitants en reprenant des articles de l'hebdomadaire *Le Point* consacrés à Emmanuel Macron. « Je pense que je vais continuer à le faire, car ça à l'air de plaire aux gens. »

Pour le crieur public, le plus important est d'interagir avec les habitants. « Je prends plaisir à discuter avec les gens après le spectacle, à découvrir des nouvelles personnes du quartier. » Cette activité n'est, en revanche, pas du tout lucrative. La quête ne lui rapporte qu'entre 10 et 20 euros par séance. Il vit des allocations chômage et de quelques cachets de figuration. Pierre Siegwalt a prévu de faire le bilan en septembre. Si cela ne marche vraiment pas, il arrêtera là sa carrière de crieur public.

Quentin Monaton





Camille Wong / Cuej

Vieux livres, nouvelles histoires

Les boîtes et cabanes à livres se multiplient. Un plaisir pour certains, une source de revenus pour d'autres.

Au milieu des étagères de livres, Florence, les cheveux grisonnants, farfouille. Depuis trois ans, elle passe souvent à la cabane à livres de l'Orangerie, construite à ciel ouvert. Avec sa couverture rouge flamboyante, le livre *Face Nord* de Jean-Marie Defossez attire son attention. « *C'est l'occasion de découvrir de nouveaux auteurs* », commente-t-elle. Le règlement à l'entrée de la cabane en bois est simple : les livres sont en libre-service et, en retour, les emprunteurs peuvent venir en déposer. Plutôt que de finir à la benne, les livres enchaînent ainsi plusieurs vies.

Une nouvelle cabane à Malraux

De Kehl à Bischheim en passant par la Krutenau, les « boîtes à livres », ces

bibliothèques qui s'autogèrent, se développent. Le 16 juin sur la place Helbling, entre l'UGC et le McDonald's, le quartier Malraux accueillera la dernière née. Un projet porté par l'Association des résidents Étoile-Malraux (Arem), la Ville et trois acteurs privés (une banque, un centre commercial et une société d'aménagement) pour un coût de 9000 euros. « *L'idée est de transmettre la culture et de renforcer le*

lien social entre les habitants du quartier », raconte Alain Kossak, président de l'Arem. Des partenariats avec des librairies et la médiathèque Malraux ont permis de

■ **La cabane à livres de l'Orangerie a rouvert ses portes à Pâques.**

11

cabanes ou boîtes à livres sont présentes dans l'Eurométropole.



constituer un fonds de départ. Les livres passent de main en main gratuitement, mais pas seulement. Leur revente sert aussi à financer la solidarité. Chez Emmaüs, les livres d'occasion représentent la quatrième source de revenus. « *Les gens donnent parce qu'on est un projet social*, commente Sylvain Boutillier, directeur adjoint de la communauté de Strasbourg. *Ils savent que ça aidera d'autres personnes à s'en sortir.* » Ici, les livres de seconde main sont monétisés, pour quelques euros. « *On standardise les prix et on ne met plus l'accent sur les livres rares*, ajoute Sylvain Boutillier. *Par exemple, tous les livres de poche sont à un euro.* » Parmi les acheteurs, quelques libraires d'occasion qui viennent renflouer leur stock et des clients en quête d'ouvrages à bas coût ou de perles rares. Les invendus et les invendables finissent au recyclage.

Une source de revenus

Un destin que n'envisagent pas certains lecteurs. « *Avec Emmaüs, beaucoup de livres partent au recyclage parce qu'ils en ont trop. Les gens sont attachés au fait de savoir que leur livre va encore être lu* », affirme Charlie Carle, gérant de Recyclivre. La start-up parisienne, implantée à Strasbourg depuis 2017, propose de récupérer gratuitement des livres chez les particuliers. La majeure partie est vendue sur internet pour sept euros en moyenne. Dix pour cent des recettes sont reversées à des projets solidaires locaux, notamment Lire et faire lire, association qui promeut la lecture auprès des jeunes. Mais cette société n'a pas toujours bonne presse. « *Recyclivre ne paye rien et casse complètement le marché*, grogne Abraham, bouquiniste depuis six ans sur le marché aux livres de la place Kléber. *À côté, les boîtes à livres, ce n'est pas de la concurrence. Au contraire, moi-même je m'y rends souvent pour donner et emprunter.* »

« *Quand on est arrivé ici, on nous a fait la gueule à cause de nos prix agressifs*, admet Charlie Carle. *Les bouquinistes ont le droit de s'inquiéter, mais eux, ce sont des experts du livre et ils connaissent bien leurs clients. Nous, on est plus dans la logistique et la gestion.* » À chacun son histoire avec le livre.

Camille Wong

Un seul collège à la carte

À la rentrée prochaine, les élèves du quartier des Écrivains seront orientés vers Lamartine. Ce pied de nez à la mixité sociale agace les parents d'élèves.

Dans le quartier populaire des Écrivains, à cheval sur Schiltigheim et Bischheim, tout le monde est au courant. À partir de septembre 2018, tous les nouveaux entrants au collège iront à Lamartine. Jusqu'ici les jeunes habitants de ces logements sociaux étaient orientés vers les collèges Leclerc, à Schilik, ou Lamartine, à Bischheim, en fonction de leur adresse. Avec cette nouvelle répartition, l'objectif du Conseil départemental est de décharger le collège Leclerc. À la rentrée 2016, cet établissement était en sureffectif d'une cinquantaine d'élèves. Et les prévisions démographiques grimpaient jusqu'à 621 élèves en 2022, pour une capacité de 500. Ceci alors que le collège Lamartine accueillait 316 scolaires pour 400 places. Année après année, ce sont environ 100 nouveaux collégiens qui vont rejoindre Lamartine d'ici 2022.

Manque de mixité sociale

Aujourd'hui, les jeunes des Écrivains représentent 23% des effectifs du collège Leclerc. La nouvelle carte scolaire inquiète des parents et des professeurs qui se sont organisés en collectif intitulé « Touche pas à mon REP ⁽¹⁾ ». Dans une pétition, ils alertent sur les risques de « *manque de mixité sociale, de repli sur soi, de ghettoïsation* ». Pour eux, l'actuelle mixité sociale tire les classes vers le haut et améliore les perspectives de réussite pour les jeunes des Écrivains. Samira Khadri, mère d'un collégien à Leclerc et membre du collectif, est préoccupée par « *l'absence de choix. Les jeunes n'auront plus l'opportunité de se mélanger avec des personnes d'autres horizons* ». À la sortie du collège, Salma*, 11 ans, confirme : « *Ça veut dire que quand on arrivera au lycée, on ne connaîtra personne d'autre que ceux des*



Juliette Vilrobe / Cuej

■ **Les collèges Leclerc et Lamartine font partie du réseau REP.**

Le statut ouvre droit à plus de moyens financiers et matériels comme des primes pour les professeurs ou des effectifs moins conséquents par classe.

Écrivains. » Pour Malek Bouhendah, délégué de parents d'élèves de l'école maternelle Victor-Hugo et président de l'association Écrivains d'hier et d'aujourd'hui (AEHA), « *c'est une catastrophe de rassembler les Écrivains comme ça, cela crée un communautarisme total. Tous les parents qui ont les moyens vont envoyer leurs enfants dans le privé. Et tous les pauvres vont se retrouver ensemble* ».

Sortir du quartier

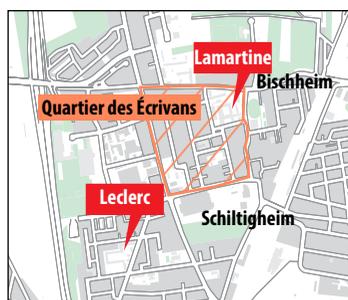
Les 800 mètres à parcourir hors du quartier jusqu'à Leclerc constituent une distance minimale mais d'une grande portée symbolique. « *Imaginez un enfant qui reste dans le quartier de la maternelle au collège*, poursuit Malek Bouhendah. *Toute la semaine, les soirs, les week-ends, il est dans ce quartier. Au bout d'un moment, il a peur d'en sortir*. » Surtout lorsque stigmatisation et discrimination sont au rendez-vous à l'extérieur. Ahmed Fares, natif du quartier et élu d'opposition à la mairie de Schiltigheim, prévient : « *Tout est lié, échec*

scolaire, stigmatisation et difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi. Concentrer les jeunes des Écrivains ensemble ne ferait qu'aggraver ces problèmes. » Au Conseil départemental, Pauline Burnel, directrice du secteur collège, explique que « *cette décision répond à un besoin de court terme. La modification de la carte scolaire n'est qu'une petite brique dans un dispositif plus large* ». Lequel prendrait la forme d'un programme de rénovation urbaine. « *Dans le conseil municipal de Jean-Marie Kutner (NDLR, maire UDI de Schiltigheim jusqu'au 15 avril), aucun détail ni calendrier n'était fixé*, poursuit Ahmed Fares. *On entendait parler de détruire telle tour mais rien de précis. Les habitants ne sont au courant de rien*. » Quels seront les projets de Danielle Dambach (Europe écologie-Les Verts), désormais à la tête de la ville ? L'élu de la liste « Schilik pour tous » compte saisir la nouvelle maire, pour connaître ses intentions. Le débat autour de la carte scolaire des Écrivains servira-t-il d'accélérateur ?

Juliette Vilrobe

⁽¹⁾ REP : Réseau d'éducation prioritaire

* Certains prénoms ont été changés.





Cédric Pueyo / Cuej

Homophobie, encore des mots, toujours des maux

Preuves d'une prise de conscience générale, les signalements d'actes discriminants progressent. Pour les associations, la lutte en faveur des droits LGBTI continue.

Mes parents m'ont demandé de partir de la maison quand je leur ai dit que j'étais homosexuelle. J'avais 17 ans. » Quinze ans après, Pauline n'a toujours pas renoué avec eux. Elle est aujourd'hui en couple avec Céline, et toutes deux militent dans des collectifs et groupes LGBTI. Pour Pauline, le mariage pour tous, en 2013, a marqué un véritable tournant dans ce combat : « On se sent plus légitime pour dire que l'homophobie est intolérable et on s'autorise à en témoigner. » À la terrasse du Mandala, rue du Faubourg de Saverne à Strasbourg, les deux femmes parlent ouvertement de leur quotidien, des regards insistants, des remarques, des insultes qu'elles ont subies.

Elles croisent des connaissances, d'autres femmes issues de la communauté LGBTI et se racontent leurs anecdotes. « Le mode de vie et les revendications LGBTI questionnent la vie hétéro et cis, et ça peut créer de la violence », poursuit Pauline. Elles disent pouvoir s'afficher sans être importunées, mais que ce n'est pas le cas dans tous les quartiers. « Selon les endroits, on va se comporter différemment, se lâcher la main, être plus discrètes. » Pauline a aussi été victime d'homophobie sur son lieu de travail, à l'hôpital de Hautepierre, où elle devait côtoyer un collègue qui disait ouvertement « détester les lesbiennes ». Après une agression verbale, elle avait même dû justifier de sa sexualité auprès de son supérieur hiérarchique, un moment très inconfortable pour elle : « Je me suis faite toute petite après ça. »

En 2017, 28 personnes en Alsace dont 15 à Strasbourg ont signalé un acte ou une parole homophobe à SOS homophobie. Deux fois plus qu'en 2016. Mais pour Floriane

■ **Chaque mois, une centaine de personnes passe la porte de La Station.**

Varieras, déléguée régionale de l'association depuis deux ans, cette augmentation n'est pas forcément signe d'une recrudescence des actes homophobes. « Les consciences s'élevaient au fur et à mesure. Il est plus facile aujourd'hui de se rendre compte qu'un acte ou un propos est homophobe et discriminatoire et donc le signaler. » Selon elle, les membres de la communauté LGBTI ne peuvent cependant toujours pas vivre sereinement dans l'Eurométropole strasbourgeoise. « Je me suis déjà prise des réflexions en tenant la main de ma copine dans la rue. C'est un des actes les plus militants. Les couples osent plus qu'avant, mais ce n'est pas sans danger. »

LGBTI

Acronyme pour lesbienne, gay, bisexuel, transsexuel et intersexe.

Sensibilisation à l'école

Pour lutter contre cette discrimination au quotidien, SOS Homophobie intervient en milieu scolaire dans près de 150 établissements du Bas-Rhin par an. « Le but de ces interventions est de toucher toute une classe d'âge. 5000 élèves, c'est bien mais pas assez. L'idée est que ça irrigue les établissements scolaires », précise Mathieu Cahn (PS), adjoint en charge de la lutte contre les discriminations à la Ville. L'éducation, la sensibilisation et l'écoute sont les clefs de voûte de ces interventions, de la classe de quatrième au BTS, ajoute Floriane Varieras : « Les élèves aiment particulièrement quand on partage des anecdotes personnelles », explique-t-elle. Elle raconte ainsi comment, avec sa partenaire à Strasbourg, elles s'étaient déclarées « en couple » auprès de la Caisse d'allocations familiales, et avaient pourtant été classées « en colocation » par la propriétaire. Au-delà d'une question de principe, ce statut erroné diminuait le montant de leur aide au logement de 90 euros.

Ces détails du quotidien sont autant de petites discriminations invisibles : « *Beaucoup émanent du service public, et comme les agents représentent la République française, on a un peu l'impression d'être discriminé par l'État* », regrette la déléguée de SOS homophobie.

L'implication et la responsabilité de l'État questionnent aussi Dominique Schmitter, présidente de La Station, à Strasbourg. Créé en 2011 après deux ans de discussions, le lieu compte aujourd'hui 17 associations LGBTI. Mais si autant de collectifs existent à Strasbourg, c'est que leur action est nécessaire pour pallier le manque d'actions de l'État, estime-t-elle. « *Il faudrait une vraie politique de lutte contre les actes et propos homophobes, et qu'ils soient condamnés tout de suite* », peste la présidente. Le budget alloué au centre – près de 40 000 euros par an par la Ville – lui permet d'organiser des événements et de mettre en place différents pôles d'écoute. « *Nous sommes connus et reconnus pour l'aide juridique que nous proposons* », détaille Dominique Schmitter. Chaque année, La Station accompagne plus d'une trentaine de personnes LGBTI dans leurs démarches juridiques et peut, le cas échéant, se porter partie civile. Le centre accompagne aussi une dizaine de demandeurs d'asile homosexuels. Pour être accueillis en tant que réfugiés, ils doivent réunir deux conditions : être victimes d'homophobie dans leur pays d'origine et même prouver leur homosexualité.

« Le combat sera gagné quand on n'aura plus besoin du mois des visibilitées »

Se battre pour ses droits, la communauté LGBTI y est habituée. Comme le 17 mai 2017, lorsqu'un drapeau gay avait été brûlé par deux étudiants de Sciences Po à Strasbourg. Le témoin de la scène s'était rendu au commissariat pour porter plainte, mais il avait alors été fortement incité à ne déposer qu'une main courante à la place. « *Il aurait fallu prendre sa plainte. Il y a bien eu un manquement dans la procédure* », commente Mathieu Cahn. *Le combat sera gagné lorsqu'on n'aura plus besoin de mois des visibilitées ou de quelconques actions pour l'acceptation et l'intégration des LGBTI à Strasbourg et ailleurs* », conclut l'adjoint.

Au-delà des différentes actions mises en œuvre dans l'Eurométropole, la lutte contre l'homophobie est l'affaire de tous. Comme celle de Marie Hesse, 31 ans, qui a rejoint L'Autre Cercle, une association de lutte contre l'homophobie dans les entreprises, le 17 mai dernier, jour du lancement du mois des visibilitées à Strasbourg. « *Je n'ai jamais eu aucun doute sur ma sexualité. Je suis hétéro* », confie-t-elle. Son engagement s'est dessiné au fur et à mesure de son parcours, au gré de ses connaissances amicales : « *Cela m'attriste de voir les gens en souffrance. Certains de mes amis n'ont pas fait leur coming-out. J'espère ainsi pouvoir les aider à faire leur cheminement* ». Fièbre d'être la première femme hétérosexuelle à rejoindre cette association, elle ne le fait pas uniquement pour le symbole : « *Certes, par cette adhésion, je veux interpeller, mais surtout me sentir utile. C'est l'enjeu humain qui m'intéresse* ». Marie Hesse espère ainsi que sa mobilisation incitera d'autres hétérosexuels à suivre son exemple.

Cédric Pueyo et Clémentine Rigot

253

mariages de couples de même sexe ont été célébrés à Strasbourg depuis 2013.

Cis

individu dont l'identité de genre est en accord avec son sexe biologique.

Mois

des visibilitées. Du 17 mai au 17 juin 2018 les associations LGBTI de Strasbourg organisent des événements, des conférences, des spectacles et des activités.

« On vous reconnaît, bien que vous ayez changé de veste »

Avec la vidéosurveillance, les peines du tribunal de Strasbourg sont parfois expéditives.

Mercredi 4 avril, devant un distributeur bancaire au Port du Rhin. Roumile M., la quarantaine, tente vainement d'arracher 140 euros des mains de Pedro G. La caméra de vidéosurveillance, braquée sur le distributeur, a filmé toute la scène avant que la victime se réfugie à l'intérieur de la banque avec ses billets déchirés. À la barre du tribunal correctionnel de Strasbourg, le prévenu raconte avoir reconnu la victime qui fréquente le même casino que lui à Kehl. « *J'étais énervé, je pensais qu'il m'avait mal parlé. Je voulais juste lui faire peur* », se défend-il. Mais la victime nie connaître son agresseur. « *Il me collait alors que je tapais mon code secret. J'ai tout de suite senti que ça allait mal tourner* », raconte Pedro G., lunettes noires sur le nez. Roumile M. écope de six mois ferme.

« *On vous reconnaît formellement, bien que vous ayez changé de veste* ». Christian Seyler, président de la chambre de comparution immédiate, montre au public les images tirées de la vidéosurveillance de l'agglomération. Ce 18 mai, au Neuhoef, Aïssa M. conduit un scooter volé et refuse de s'arrêter au signal de la police. S'ensuit une course poursuite au cours de laquelle un policier chute au sol et se blesse à l'épaule. L'agent des forces de l'ordre dit avoir été percuté sur sa moto par le jeune homme en fuite. Maître Agathe Michel, l'avocate d'Aïssa M. conteste cette version. « *On ne veut pas entendre qu'un policier puisse tomber, par erreur* ». Le prévenu, connu de la justice pour vol et violence, est interpellé quelques heures après les faits. « *J'ai refusé de m'arrêter car c'est pas mon scooter et je ne veux pas retourner en prison* », se justifie le jeune homme. Malgré le regard tétanisé du jeune garçon, le président Seyler reste intraitable. « *Il y avait des enfants sur les trottoirs pendant votre fuite. Vous auriez pu tuer quelqu'un ou vous-même* ». Aïssa M., 18 ans, est condamné à dix mois de prison ferme.

Lorsque la vidéoprotection est utilisée, les procès peuvent aller vite... très vite. Jeudi 24 mai, Abdallah G. a été entendu en 20 minutes. Ce multirécidiviste d'une cinquantaine d'années a été surpris le 22 mai dernier dans le magasin Auchan d'Haute-pierre alors qu'il tentait de voler un appareil photo d'une valeur de 119 euros. Après un long moment passé au rayon multimédia, Abdallah G. dissimule l'appareil photo sous sa veste. Il se rend dans un autre rayon où il ouvre le boîtier à l'aide d'un tournevis et de ciseaux. Steve K., agent de sécurité du supermarché, observe toute la scène depuis son poste de vidéosurveillance avant d'intervenir. Lorsqu'il se rend compte de l'arrivée des vigiles, le quinquagénaire se débarrasse de son butin. Pris en flagrant délit via les caméras du magasin, il reconnaît rapidement les faits sans pouvoir l'expliquer. « *Je ne sais pas pourquoi j'ai fait ça* ». Il sera condamné à quatre mois de prison ferme.

Martin Schock





Aux petits soins des œuvres

Je me souviens d'un dé à coudre. Pour le restaurer, j'ai dû l'enfiler comme la dernière personne qui l'a utilisé, au XVII^e siècle. J'ai eu l'impression de revivre l'Histoire. » Elisabeth Mignon est restauratrice-conservatrice des musées de Strasbourg. Depuis son arrivée à la mi-janvier, elle a soigné une trentaine d'œuvres. Elle travaille seule, dans un petit atelier au dernier étage du palais Rohan. Ses deux missions : restaurer les œuvres altérées par le temps et prévenir les risques sur les pièces fragiles. Elisabeth Mignon se déplace dans les

musées avant le prêt d'une œuvre et conseille les conservateurs sur les conditions climatiques à observer pour leur conservation. « C'est une activité interdisciplinaire : en plus des connaissances en histoire des arts, il faut être calé en chimie car on intervient avec des produits sur le matériau », détaille Elisabeth Mignon, spécialisée en archéologie. Sa patience et ses mains restent néanmoins ses principaux outils.

**Sarah Nedjar
Noor Oulladi**



L'école en première ligne contre la radicalisation

Crise d'adolescence ou endoctrinement, les signes sont difficiles à identifier par les équipes pédagogiques.

Face à l'acte de Khamzat, c'est une incompréhension totale», explique un des professeurs de Khamzat Azimov, responsable de l'attaque au couteau à Paris, le 11 mai dernier. Ex-élève au lycée Marie-Curie à Strasbourg, le jeune homme de 20 ans y était perçu comme poli et respectueux. Et pourtant, il a assassiné une personne et blessé trois autres, sous les couleurs de l'État islamique.

Lieu par excellence de socialisation des jeunes, les établissements scolaires sont aux premières loges de la prévention et de la lutte contre la radicalisation. « La majorité des signalements de mineurs pour radicalisation proviennent de l'Éducation nationale », souligne Vincent Tridon, substitut du procureur au tribunal de grande instance de Strasbourg. En 2015, la réaction de certains élèves à l'attentat contre Charlie Hebdo et aux minutes de silence et débats qui ont suivi dans les classes a tiré

■ **Rodolphe Raffin, principal du collège Sophie-Germain, à Cronenbourg, a déjà été confronté à six ou sept cas de signalements.**

FSPRT

Le fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation, a été créé en 2015.

la sonnette d'alarme. Cette défiance affichée envers les principes de la République confère alors à la communauté éducative une nouvelle responsabilité : repérer les cas de radicalisation et traiter des questions de citoyenneté.

Repérer les signes d'alerte

Changement de comportement, isolement, décrochage scolaire : ces signes, qui auparavant résonnaient avec crise d'adolescence, doivent désormais être systématiquement mis en perspective avec les questions de radicalisation. « Le plus dangereux aujourd'hui, remarque Rodolphe Raffin, principal du collège Sophie-Germain de Cronenbourg, c'est que les personnes qui gravitent autour des élèves en voie de radicalisation leur apprennent à décrypter notre discours. En 2014, juste après l'attaque de Charlie Hebdo, certains élèves disaient à voix haute que leur loi était celle du Coran. À présent, ils

savent qu'ils doivent faire attention avec ce genre de propos pour ne pas être repérés. »

Un mot plus haut que l'autre vis-à-vis des femmes, le refus de faire du sport, de chanter en cours de musique ou de participer à la visite du planning familial, l'absentéisme, les mauvaises notes, vont devoir être mentionnés à l'inspection académique. Là, un référent de l'Éducation nationale mène son enquête en interne, en partenariat avec le responsable de l'établissement, les assistantes sociales, la préfecture et les associations de quartier pour évaluer s'il y a réellement matière à signalement.

Depuis 2015, entre six et sept élèves du collège Sophie-Germain ont été signalés. « Il y a beaucoup de situations différentes mais, par exemple, on a appris que l'un des élèves sur lequel on avait un doute avait son père en prison, condamné pour avoir contribué au départ de personnes en

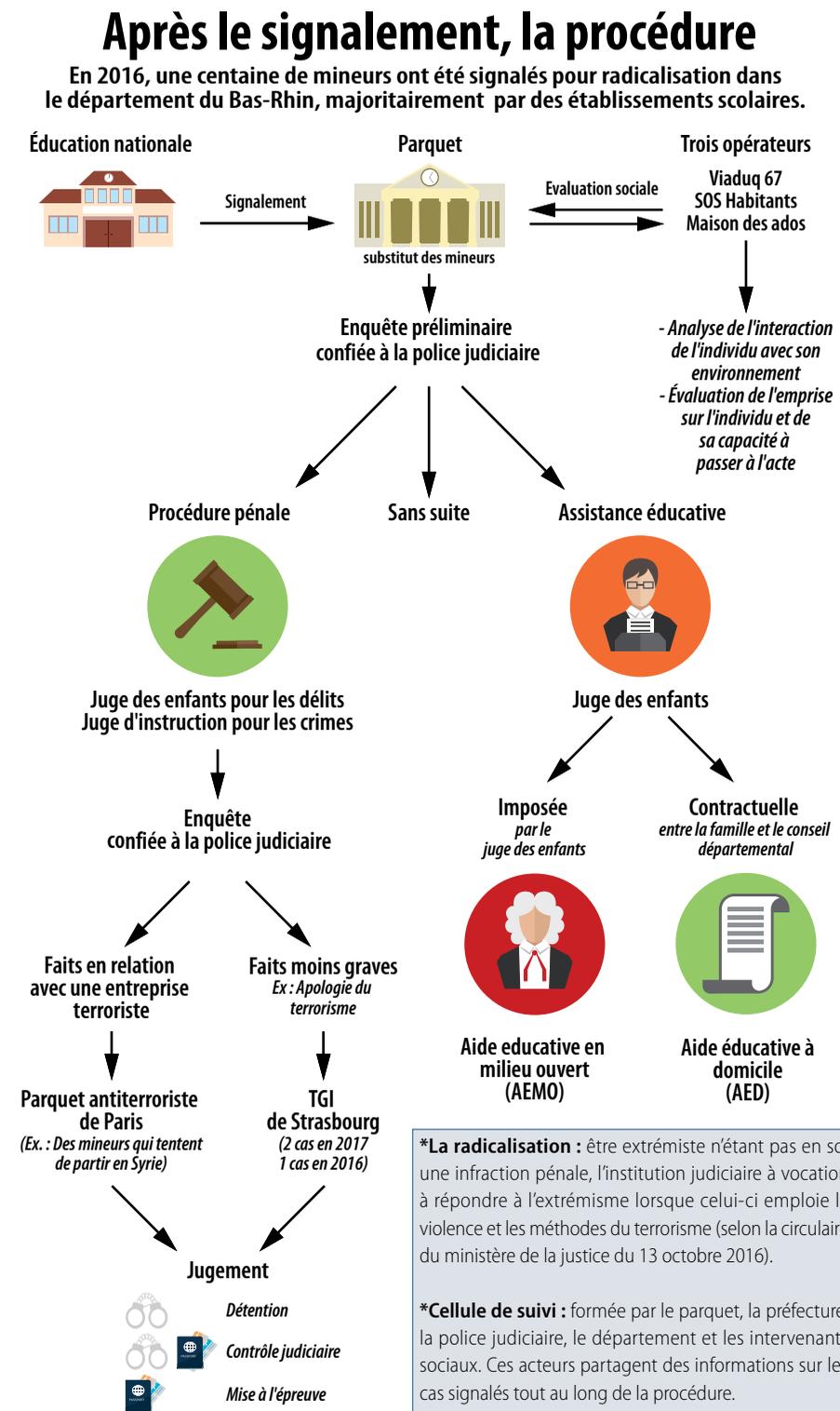
Syrie. Cet enfant va automatiquement être signalé du fait qu'il ne baigne pas dans un environnement sain », précise Rodolphe Raffin. Une fois que l'inspection académique a relayé le signalement à la préfecture et au parquet, les établissements scolaires sont mis hors circuit.

En février 2015, un livret, *Prévenir la radicalisation des jeunes*, a été diffusé par l'Éducation nationale auprès des personnels de direction et des inspecteurs d'académie. Ce document de quatre pages fournit des définitions et des explications simples sur le processus d'embrigadement des jeunes. Il met en garde en listant des signes d'alerte comme la rupture relationnelle, la modification de l'identité ou une socialisation réduite aux réseaux sociaux. « Le processus de radicalisation peut également toucher des jeunes qui semblent parfaitement insérés, pour lesquels la vigilance de la famille n'a pas fonctionné », explique le document.

Pourtant, si des cas remontent des salles de classes à l'inspection puis au tribunal, la question de la détection reste floue. Pour toute déclaration, le livret fournit un numéro vert à appeler et une page internet sur laquelle devrait se trouver un formulaire... qui n'existe plus. « Si un professeur a des doutes, il faut déjà qu'il en parle avec l'équipe pédagogique. Mais le problème avec les adolescents, c'est qu'il y a toujours une part de provocation dans leurs propos. On ne sait jamais », déplore Jean-Louis Hamm, délégué du Syndicat national des enseignants de second degré et professeur de lettres au collège de Souffelweyersheim. *Un enseignant de base ne peut pas repérer ça.* »

Former les équipes pédagogiques

Et pour arriver à faire la différence entre une simple crise d'ado et un jeune radicalisé, il n'existe que très peu de réunions, conférences ou séminaires pour les personnels de l'Éducation nationale. « En Alsace, on n'a pas de formation dans ce domaine », soupire Jean-Louis Hamm. Chaque académie a son propre plan de formation. Celle de Strasbourg, qui n'a pas souhaité répondre à nos questions, ne prévoit aucune action, aux dires du délégué syndical. Il précise néanmoins que « nous, enseignants, avons la possibilité



de demander à des équipes de spécialistes de venir sur place ». En clair : sans demande, pas de formation. Les professeurs pourraient bien être au centre d'une nouvelle mesure gouvernementale contre la radicalisation. En février dernier, le Premier ministre Édouard Philippe a annoncé

16%

des personnes fichées « S » sont des mineurs.

que le ministère de l'Éducation nationale prévoyait de « mettre en place de nouveaux exercices de réflexion critique face à l'information pour éviter la propagation de théories complotistes ». Le milieu enseignant attend encore de savoir comment passer de la théorie à la pratique.

Meinau : après le choc, le dialogue

Les associations se sont emparées de la question de la radicalisation. Une prise de conscience après le départ d'une dizaine de jeunes du quartier vers la Syrie.

Dans le petit parc situé en face du centre socio-culturel de la Meinau, Doan et Oualid échangent quelques balles au ping-pong. Un peu plus loin, alors que le soleil tape, un groupe de retraités joue à la pétanque à grand bruit. Les terre-pleins de la route attenante sont neufs, la pelouse bien entretenue, conséquence des travaux récents de rénovation urbaine du quartier. C'est pourtant d'ici, à la fin de l'année 2013, qu'une dizaine de jeunes sont partis faire le jihad en Syrie.

« Ça a été une vraie surprise, se souvient Manuel Quintana, 72 ans et habitant de la Meinau depuis 50 ans. Je connaissais deux de ces jeunes, c'étaient des voisins. Ils travaillaient, avaient l'air honnête. » Raquette à la main, Oualid, 36 ans, dresse le même constat. « Ça a fait bizarre d'entendre ça, parce qu'ils n'avaient pas spécialement l'air d'être radicaux », affirme celui qui a grandi à la Meinau et y revient régulièrement pour voir sa famille.

Les acteurs réunis dans un collectif

C'est pour ne plus se retrouver face à ce sentiment d'incompréhension ou laisser les jeunes se renfermer sur eux-mêmes que des actions de lutte contre la radicalisation ont vu le jour à la Meinau. « On s'est dit "plus jamais on ne perdra nos petits". Vous ne toucherez pas à nos jeunes ! », décrit Hamed Ouanoufi, animateur au centre socio-culturel.

En janvier 2014, un collectif de refus de l'endoctrinement est né, avec trois objectifs affichés : accompagner les familles touchées, comprendre ce qui a pu pousser ces jeunes à partir en Syrie et réfléchir aux actions de prévention à mener. Des réunions, des débats ainsi que des actions de sensibilisation ont suivi. « Les jeunes

avaient envie d'en parler. Ils en avaient besoin. Les parents aussi », précise l'animateur.

Pour encadrer ces adolescents, un panel d'intervenants : des pédopsychiatres, des éducateurs et un imam, en la personne de Saliou Faye. « Il fallait des personnalités indiscutables, qui maîtrisent la question religieuse. C'est le centre de la problématique. On ne pouvait pas le nier », ajoute Hamed Ouanoufi. Investi, l'imam Saliou Faye fait entendre à ses fidèles, tous les vendredis depuis 2014, un prêche orienté vers la lutte contre la radicalisation, qui prône avant tout « le bon comportement ». Promu chevalier dans l'Ordre national du mérite en avril 2016, le religieux organisait jusqu'il y a deux ans des réunions avec des jeunes, sur le thème de la radicalisation. « L'objectif était de libérer la parole. Au début, les échanges étaient très virulents. Mais au fil des réunions, les propos radicaux ont peu à peu disparu. »

Régulièrement, des jeunes le sollicitent en privé, pour demander conseil. Parfois, en partant de loin. « Un jour trois jeunes sont venus me voir, pour me demander s'ils avaient le droit de voter, car ce n'est pas écrit dans le Coran, relate l'imam. Je leur ai dit : lorsque vous arrivez à un feu rouge, vous vous arrêtez bien, non ? Le Coran ne dicte pas toute votre vie, il faut aussi savoir être pragmatique et comprendre les choses par vous-mêmes. »

Des repentis qui témoignent

Le collectif de refus de l'endoctrinement a aussi convié à ses débats des repentis tels que Mourad Benchellali, parti faire le jihad en Afghanistan à 19 ans avant d'être capturé et livré aux autorités américaines en 2001. Ou encore Farid Benyettou, ancien émir de la filière des Buttes-Chaumont à

■ Chaque vendredi, à la salle de prière de la Meinau, l'imam Saliou Faye profite du prêche pour parler de la radicalisation.



Paris et mentor des frères Kouachi, auteurs de l'attaque de Charlie Hebdo. « Ce sont des témoignages empreints de vérité et qui parlent aux jeunes, explique Hamed Ouanoufi. Ils ont choisi un chemin qui les a menés droit dans le mur. C'est important de raconter les conséquences d'un tel choix. » Mourad Benchellali intervient dans des établissements scolaires de Strasbourg. « On peut avoir 12 ans et être tenté par le jihad. Je préfère donc intervenir en amont et faire de la prévention », justifie l'ancien détenu de Guantanamo, qui était encore à Strasbourg en avril dernier, à l'occasion du week-end du vivre-ensemble. L'événement, organisé par le centre socio-culturel, a réuni une quinzaine d'intervenants autour

Fiche S

Elle concerne un individu potentiellement « menaçant pour la sécurité de l'État ». Elle sert d'outil de contrôle et de surveillance pour les autorités.



Emilie Sizarols / Cuej

de débats, conférences, ateliers et animations sur le thème de l'appartenance et de l'identité. Une manière d'aborder en creux la question de la radicalisation.

Rue de la Canardière, non loin du centre culturel, cinq ou six jeunes traînent au pied des immeubles. « Nous, on ne parle pas de radicalisation ou on va se retrouver en prison. C'est arrivé à un ami à nous », lâchent-ils, méfiants, confondant peut-être, volontairement ou non, condamnation pour trafic de stupéfiants et apologie du terrorisme.

De l'avis général, les discours radicaux ont pourtant considérablement diminué dans le quartier. « À ma connaissance, les choses se sont

calmées, note Saliou Faye, qui est aussi membre de l'association de quartier Éveil Meinau. *On a constaté l'apparition de questionnement au lieu de l'affirmation d'un discours.* » Pour l'imam, cela serait en grande partie lié à la chute de Daech. Driss Ayachour, vice-président d'Éveil Meinau et professeur au lycée de Schiltigheim, y voit plutôt le fruit des actions de l'association : « *Libérer la parole et développer l'esprit critique des jeunes, c'est essentiel. Il faut combattre l'ignorance et non pas l'ignorant.* » Les pouvoirs publics se sont aussi engagés dans cette lutte. « *Depuis trois ans, l'État nous alloue 7000 € pour le week-end du vivre-ensemble dédié à la lutte contre la radicalisation, révèle Sofiane Mourabit, président d'Éveil Meinau. Mais cela reste une somme médiocre* » comparé aux besoins.

Le calme et les rumeurs

Avec certains jeunes de la Meinau, Hamed Ouanoufi continue d'occuper le terrain par des actions de solidarité. « *On leur dit : "Tu critiques l'injustice de la société, mais toi, tu fais quoi pour changer les choses ?" Cette année, on a organisé des maraudes l'hiver et on a collecté des denrées alimentaires pour Alep, détaille l'animateur. On leur montre que l'on peut répondre à la misère et changer le monde par d'autres moyens que la violence et les armes. C'est une éducation à la citoyenneté !* »

Pour Youcef Belhaj, 36 ans, rencontré à la sortie de la petite mosquée de la Meinau, les jeunes aux discours radicalisés « *sont devenus des cas isolés. Le quartier et les musulmans ont été stigmatisés, mais c'est plutôt calme depuis* ». Un avis partagé par Inès, mère de famille, qui attend son fils à la sortie du collège Lezay-Marnésia : « *Hamed fait vraiment du bon travail avec les jeunes. Bien sûr, le problème n'a pas entièrement disparu. J'ai entendu parler récemment d'une lycéenne qui a voulu partir en Syrie et est maintenant fichée S.* » Des bruits qui continuent de courir dans le quartier, même s'ils se font aujourd'hui de plus en plus rares.

**Dossier réalisé par
Thibaut Martinez-Delcayrou,
Emilie Sizarols, Camille Toulmé
et Meerajh Vinayamoorthy**

« Informer les parents des signes avant-coureurs »

Son expérience personnelle a conduit Amélie, mère de famille de Haute-pierre, à s'engager dans la lutte contre la radicalisation. Elle témoigne.*

C'est l'expérience personnelle avec son mari, dont elle a divorcé depuis, qui a poussé Amélie, maman de deux enfants, à s'impliquer. « Son comportement avait beaucoup changé. Je n'ai jamais pu connaître ses amis, il nous interdisait la télé, voulait que ma fille de trois ans porte le voile et cherchait une seconde épouse. J'en ai énormément souffert. C'est ce qui explique mon engagement contre la radicalisation. Mettre les parents au courant des signes avant-coureurs, qui passent parfois inaperçus, c'est primordial. »

L'association SOS Aide aux habitants, le centre socio-culturel de Haute-pierre et des parents d'élèves ont été à l'initiative, en mars dernier, d'une conférence contre la radicalisation. Habitante du quartier, la mère de famille de 39 ans a participé à la préparation de l'événement.

Un climat délétère dans le quartier

« Personnellement, la conférence m'a beaucoup apporté. Un imam ainsi qu'un pasteur évangélique étaient présents. Tout le monde a pu poser ses questions. Mais c'est vrai que c'est un sujet qui rebute les personnes d'origine arabe, qui se sentent pointées du doigt, alors qu'un certain nombre de radicalisés sont des convertis, souvent issus de bonnes familles. »

Selon Amélie, l'ambiance dans le quartier a changé.

« Le climat est délétère. Une partie de la population interprète l'islam de manière erronée. Beaucoup d'hommes mariés, qui se disent musulmans, maltraitent leur entourage au nom de la religion, en privant leurs proches de télévision, de musique, ou en les obligeant à porter des gants noirs. Mon choix de ne plus porter le voile m'attire des remontrances d'autres femmes, mais également des crachats.

À l'école, certains enfants manquent les cours d'histoire car on y parle de religion. Des filles refusent les sorties piscine. C'est effarant. Mon fils de 12 ans s'est fait embêter par des camarades, parce qu'il jeûnait seulement jusqu'à midi : il lui a été reproché de faire le "ramadan juif". Heureusement, les professeurs sont à l'écoute des parents et réactifs aux moindres risques. Ils réagissent immédiatement. Concernant les ennuis de mon fils, le professeur principal a organisé une séance pour expliquer ce qu'était le ramadan. »

*Le prénom a été changé

Les femmes, moins dangereuses

Profil des présumés responsables d'accidents corporels en 2016



69% hommes

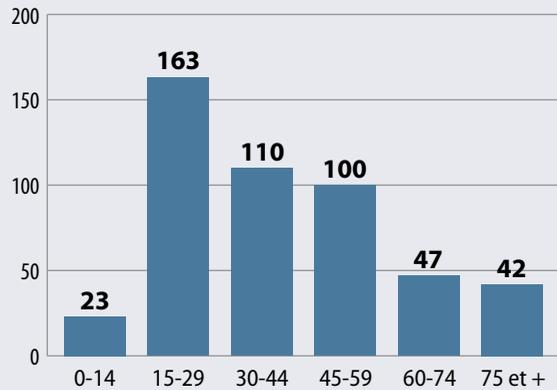


31% femmes

© Cuej infographies / Sources : Sirac

Les jeunes, premiers responsables

Nombre d'accidents par tranche d'âge en 2016



© Cuej infographies / Sources : Sirac

Dans l'Eurométropole,

6%

des routes sont limitées à 90 km/h

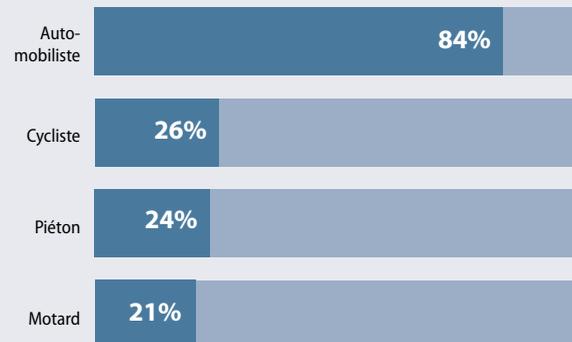
26%

des accidents mortels se produisent sur des routes à 90 km/h

© Cuej Infographies / Sources : Observatoire de la sécurité routière du Bas-Rhin 2014-2018

La voiture, principal véhicule impliqué

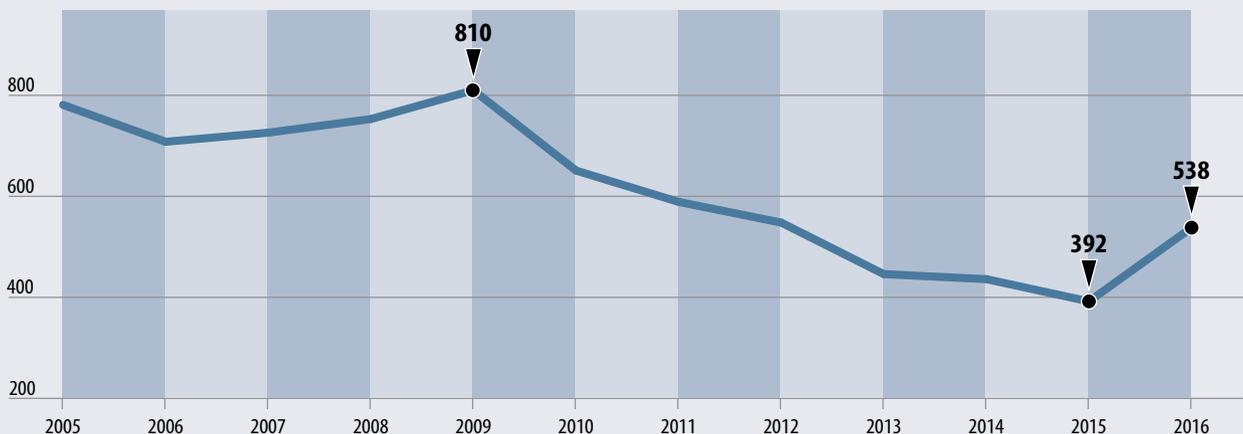
Type d'utilisateurs concernés par les accidents corporels en 2016



© Cuej infographies / Sources : Sirac

2016, année noire

Évolution du nombre d'accidents corporels dans l'Eurométropole



© Cuej infographies / Sources : Sirac

Rondeurs, gloire et beauté

Audrey Kessouri est la première Française à remporter le titre de Miss ronde Univers. Un parcours qui récompense son discours sur l'acceptation de soi.

Emue, Audrey Kessouri, nouvelle Miss ronde Univers 2018, ne peut retenir ses larmes en revêtant son écharpe. Vendredi 25 mai, au bar strasbourgeois Les Aviateurs, Bruno Solarì, représentant français du concours mondial, se félicite de « *ce premier titre pour une Française* ». Cette Alsacienne de 36 ans fête cette victoire tête haute. À l'image de son caractère de battante.

La Miss ronde Univers, 80 kilos pour 1,66 m, n'a pas toujours été à l'aise avec son corps. « *Elle faisait en fonction du regard des autres* », raconte sa mère, Régine Kessouri. Quand elle avait des soucis personnels, elle avait tendance à prendre des kilos. Elle faisait constamment le yoyo avec son poids. La miss ne se sentait pas belle. « *Trop grosse!* » pensait-elle.

Il y a deux ans, à la suite de commentaires positifs sur des photos postées sur son profil Facebook, elle a changé radicalement d'état d'esprit. Laure Kessouri, sa sœur cadette, le confirme : « *Elle s'est métamorphosée. La chrysalide est devenue papillon. Elle a repris confiance en elle et est devenue fière de son corps.* » Dans cet élan, la jeune femme s'est présentée au concours 2016 de Miss ronde Alsace, qu'elle a remporté.

« La société nous impose des normes de beauté »

De ce changement, la Strasbourgeoise, qui travaille à l'Eurométropole dans la réinsertion sociale, a décidé de faire une lutte. Elle souhaite que les médias, défilés de mode et publicités représentent davantage la diversité des profils de femmes. « *Aujourd'hui, la société nous impose des normes de beauté qui dévalorisent les femmes qui ne correspondent pas à ces critères, dénonce-t-elle. Il faut, au contraire, donner à voir plus de morphologies différentes pour que les femmes s'assument telles qu'elles sont.* »

Au départ, les concours de miss n'étaient pas sa tasse de thé. « *Je ne suis*



■ Audrey Kessouri a reçu son écharpe de Miss ronde Univers le 25 mai.

pas persuadée que cela fasse bouger les choses. Les miss font le tour du monde, s'affichent à des galas de solidarité, mais ça reste souvent sans lendemain. » Le côté singulier du concours de Miss ronde Univers l'a pourtant séduite. « *Il n'y a ni limite d'âge, ni de taille. Toutes les femmes peuvent concourir.* » Les 33 candidates doivent afficher au moins cinq kilos de plus que leur taille. Surtout, ce n'est pas qu'un simple concours de beauté. La compétition dure trois mois minimum et les candidates doivent rivaliser d'ingéniosité pour défendre une cause qui leur tient à cœur. Audrey Kessouri a donc décidé d'utiliser ces concours pour porter haut et fort son message en faveur d'une meilleure acceptation de soi par les femmes.

Une bonne communication

Régine Kessouri est admirative du chemin parcouru par sa fille aînée. « *Elle a réussi à se créer un large réseau auprès des médias locaux en partant de rien.* » Plateaux télé, studios radio, articles de presse écrite... Audrey Kessouri a appris à communiquer

pour bien transmettre ses idées. Les réseaux sociaux lui ont permis de fédérer hommes et femmes autour de sa cause. La miss n'hésite jamais à s'afficher en maillot de bain ou robe de soirée. Et ça fonctionne ! Pour les besoins de son concours, la Miss ronde Univers a aussi organisé des défilés de mode avec des novices, croisées au hasard dans la rue. Le but était simple : montrer que n'importe quelle femme, quelle que soit sa corpulence, peut défiler en étant fière d'elle. Julie Muller, sa meilleure amie, admet que la jeune femme « *rassemble aisément autour d'elle avec son bagou communicatif* ».

Pour Audrey Kessouri, l'aventure ne s'arrête pas là. Elle a lancé un blog nommé « *Be Youtiful Project* » qui donne la parole aux femmes. Elle souhaite aussi participer en octobre à Cap Femina, un raid auto au Maroc 100% féminin. Son objectif aujourd'hui est ambitieux : « *Si j'arrive à ce que les gens ici, à Strasbourg, parviennent à se sentir mieux dans leur corps, j'aurais réussi mon pari.* » Un défi de taille !

Thomas Vinclair

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin
CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :
Nicole Gauthier

ENCADREMENT :
Pascal Bastien,
Catherine Daudenhan,
Daniel Muller,
Stéphanie Peurière

RÉDACTRICE EN CHEF :
Juliette Vilrobe

ICONOGRAPHIE :
Emilie Sizarols

RÉALISATION :
Thibaut Martinez-Delcayrou
Quentin Monaton
Sarah Nedjar
Noor Oulladi
Cédric Pueyo
Clémentine Rigot
Martin Schock
Emilie Sizarols
Camille Toulmé
Tom Vergez
Juliette Vilrobe
Meerajh Vinayagamoorthy
Thomas Vincclair
Sophie Wlodarczak
Camille Wong

DESSIN DE UNE :
Sarah Nedjar

IMPRESSION :
Imprimerie de l'Université de Strasbourg.
ISSN 2268-7602.